

Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 28/06/2019

Contribution du groupe BORALEX, premier producteur éolien indépendant en France

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

Nous ne sommes pas très favorables à distinguer la demande de raccordement de l'installation de stockage selon les applications envisagées. Le modèle d'affaire pourra évoluer entre le moment où on fera la demande de raccordement et la mise en service. Cela pourrait aussi nuire à la capacité d'adaptation d'un tel site au cours de sa durée de vie.

Il faudrait revoir globalement le processus de demande de raccordement pour ne plus avoir qu'un seul formulaire et non :

- 1 formulaire éolien
- 1 formulaire PV
- 2 demandes pour du stockage

Dans cet unique formulaire, le Producteur doit pouvoir indiquer ce qu'il souhaite installer (éolien / PV / stockage ou autre) et déclarer une puissance de raccordement distincte de la puissance totale installée (étant égale à la somme des puissances unitaires maximales)

C'est sur cette puissance de raccordement, que le producteur s'engagerait à ne pas dépasser, que serait payée la quote-part.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Les ORI sont intéressantes mais de façon plus globale on doit pouvoir avoir une Puissance Installée distincte de la Puissance de raccordement. Cela implique que l'on nous autorise un bridage au niveau du PDC (point de connexion) et que pour obtenir l'attestation de conformité on ne nous embête pas au moment du contrôle avec la puissance des machines. C'est la puissance du Contrat d'accès (CARD ou CART) qui doit compter pour le contrat d'achat.

D'autre part l'ORI ne doit pas devenir quelque chose de banal car cela est synonyme de réseau local saturé. Une ORI doit être un input pour à terme (5 à 8 ans) renforcer la ligne en contrainte et permettre le débridage du ou des parcs bridés sur la ligne

Enfin, ORI et ORR doivent être toutes les deux présentées dans la PTF. (et non faire l'objet d'un devis comme c'est actuellement le cas pour l'ORI)

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Oui nous sommes favorables mais rappelons que c'était le principe de l'Etude Détaillée (avant les pré-études) et qu'elles étaient à l'époque gratuites.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Oui nous y sommes favorables et souhaiterions au passage avoir des informations précises sur le transit admissible sur les lignes HT B. Aujourd'hui on peut avoir quelques informations sur le transit HT B 2 (mais pas HT B 1), seulement au niveau des postes, pas sur les lignes

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

La double réservation doit être évitée. Ainsi, en cas de demande d'ORI, on pourrait plutôt entrer en FA pour la puissance ORR et si au final on choisit l'ORI, la puissance en FA est revue à la baisse (différence remise en jeu)

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la dématérialisation de la demande de raccordement mais cela serait beaucoup plus efficace si les fiches de collecte des fournisseurs (éoliennes, onduleurs PV) étaient pré-rentrées dans le système et que le producteur n'aurait plus qu'à choisir le ou les modèles désirés. Actuellement c'est la raison pour laquelle nous n'utilisons pas ce moyen

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Nous sommes d'accord pour supprimer ces dispositions dérogatoires

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Nous ne sommes pas concernés

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Oui nous souhaiterions que la CRE ait plus de poids pour faire respecter les délais de raccordement. Il s'agirait notamment de prévoir une date de raccordement précise dans la convention de raccordement et une formule de pénalité en fonction du retard (au lieu d'une somme forfaitaire de 1000 euros quel que soit le retard).

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

En effet, nous souhaiterions beaucoup plus de transparence et de détails dans les coûts PTF car par exemple actuellement une seule ligne décrit tout ce qui concerne les travaux HTA pour Enedis (aucun détail entre études, câbles, terrassement, génie civil, postes électriques...). Mais surtout, nous réclamons une transparence complète, que ce soit pour Enedis et pour RTE, en ce qui concerne la remise de la convention de raccordement car il n'est pas normal que le producteur n'ait pas le résultat de l'appel d'offres public lancé par les gestionnaires de réseau. Nous ajoutons par rapport aux propositions que les coûts études doivent être dissociés et aussi quantifiés (quantité et coût unitaire (horaire en l'occurrence)).

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Oui car selon nous le délai de 3 mois pour activer le L342-2 ne doit pas être lié à la PTF initiale mais à la solution de raccordement

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

La procédure actuelle de raccordement au réseau public de distribution ne nous semble pas adaptée dans le cas d'un projet de repowering avec réutilisation du départ existant et augmentation de puissance : le délai d'entrée en file d'attente après obtention des autorisations est supérieur à un projet « classique ».

En effet le projet « classique » entre en file d'attente dès qu'il a réalisé une demande complète, qui nécessite l'obtention des autorisations administratives pour le projet.

Dans le cas du projet de repowering avec réutilisation du départ existant, l'entrée en file d'attente ne se fait qu'après acceptation d'une offre de reprise d'études du raccordement existant. La demande de reprise d'études ne peut être réalisée qu'après obtention des autorisations, et le GRD dispose d'un délai de 3 mois pour y répondre. On peut donc imaginer qu'un projet classique passe devant un projet de repowering dans la file d'attente durant cette période de rendu de l'offre de reprise d'études.

Nous suggérons donc que dans le cas d'une demande de reprise d'études pour augmentation de puissance, les MW supplémentaires entrent en file d'attente lors de la demande, et non à l'acceptation de la reprise d'études. De cette manière, si l'offre n'est pas acceptée, la capacité sera libérée, comme c'est actuellement le cas pour une demande de PTF classique.